



MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES (PI)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(CCAP)

Pouvoir Adjudicateur en charge de la passation :
Centre Hospitalier d'Avignon
305 Rue Raoul Follereau
84902 Avignon cedex 9

Service acheteur chargé de l'exécution du marché :
Cellule TERRAH

Objet du marché :

**Mission de coordination de sécurité et de protection
de la santé dans le cadre de la construction
d'un bâtiment d'hospitalisation, d'un centre d'hémodialyse
et l'extension-restructuration des urgences adultes
et de la construction d'un bâtiment administratif**

La forme du marché est la suivante :

Accord-cadre (article L2125-1-1° du Code de la Commande Publique)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1	Dispositions générales	4
1.1	Présentation du Groupement Hospitalier de Territoire de Vaucluse (GHT 84)	4
1.2	Intervenants et parties contractantes	5
1.3	Sous-traitance	6
Article 2	Objet du marché.....	6
Article 3	Décomposition, durée et forme du marché	6
3.1	Décomposition en lots	6
3.2	Durée et modalités de reconduction	6
3.3	Forme du marché	6
3.4	Caractéristiques de l'accord-cadre	7
3.4.1	Nombre de Titulaires	7
3.4.2	Limites contractuelles (minimum et maximum)	7
3.4.3	Modalités d'exécution de l'accord-cadre (marché subséquent)	7
3.4.3.1	Modalités de passation des marchés subséquents	7
3.4.3.2	Modalités de conclusion des marchés subséquents	7
3.4.3.3	Forme et caractéristiques des marchés subséquents.....	7
3.5	Décomposition en tranches	8
Article 4	Documents contractuels.....	8
Article 5	Délais d'exécution	8
Article 6	Propriété intellectuelle	8
Article 7	Conditions d'exécution des prestations	9
7.1	Obligation de discrétion et de confidentialité	9
7.2	Mesures de sécurité	9
7.3	Composition de l'équipe.....	9
7.4	Demande de remplacement des intervenants	10
7.5	Le Titulaire est responsable des actes commis par ses intervenants	10
7.6	Développement durable	10
7.6.1	Clause d'insertion sociale	10
7.6.2	Clause environnementale	10
Article 8	Opérations de vérifications	10
Article 9	Admission du marché	10
Article 10	Garantie technique	10
Article 11	Prix	11
11.1	Contenu des prix	11
11.2	Modalités de variation des prix.....	11
Article 12	Acomptes et paiements partiels définitifs	12
12.1	Etat périodique	12
12.2	Projet de décompte périodique	13
12.3	Décompte périodique	13
12.4	Acompte périodique.....	13
Article 13	Paiement - établissement de la facture	14

13.1	Mode de règlement.....	14
13.2	Répartition des paiements.....	14
13.3	Présentation et transmission des factures	14
13.4	Intérêts moratoires.....	14
Article 14	Avance	15
14.1	Montant de l'avance	15
14.2	Remboursement de l'avance.....	15
Article 15	Obligations du Titulaire.....	16
15.1	Respect des obligations en matière de travail	16
15.2	Assurance.....	16
15.3	Protection des données à caractère personnel.....	16
Article 16	Exécution par défaut	17
Article 17	Pénalités	17
17.1	Pénalités de retard	17
17.1.1	<i>Pénalités de retard dans les interventions et délais d'exécution</i>	<i>17</i>
17.1.2	<i>Pénalités de retard dans la remise des documents</i>	<i>17</i>
17.1.3	<i>Pénalités pour absence aux réunions de chantier</i>	<i>18</i>
17.2	Pénalités pour violation des obligations de confidentialité et de sécurité	18
Article 18	Modifications en cours d'exécution du marché et marché de prestations similaires 18	
18.1	Changement de Titulaire	18
18.2	Evolution de la réglementation	18
18.3	Marché de prestations similaires.....	19
Article 19	Résiliation.....	19
19.1	Motifs de résiliation.....	19
19.1.1	<i>Résiliation à l'initiative du Centre Hospitalier d'Avignon</i>	<i>19</i>
19.1.2	<i>Résiliation à l'initiative du Titulaire</i>	<i>19</i>
19.2	Indemnité de résiliation	19
Article 20	Événement imprévisible survenu en cours d'exécution	20
20.1	Obligation d'information.....	20
20.2	Modalité de poursuite du marché	20
20.3	Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché	20
Article 21	Dispositions applicables en cas de Titulaire étranger.....	20
Article 22	Attribution de compétence	21
Article 23	Dérogations aux documents généraux	21

Article 1 Dispositions générales

1.1 Présentation du Groupement Hospitalier de Territoire de Vaucluse (GHT 84)

Le Groupement Hospitalier de Territoire de Vaucluse (GHT 84), dont le Centre Hospitalier d'Avignon est l'établissement support, est constitué depuis le 1^{er} juillet 2016, en application de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de « modernisation de notre système de santé et relatif aux groupements hospitaliers de territoire ».

Le GHT a pour objet de créer les conditions d'élaboration et de mise en œuvre d'une stratégie de prise en charge partagée et graduée des patients, dans le but d'assurer une égalité d'accès aux soins sécurisés et de qualité dans une logique de continuité du parcours de santé.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la mutualisation de la fonction achat est mise en œuvre au sein du Groupement Hospitalier de Territoire de Vaucluse.

Les **établissements parties** au Groupement Hospitalier de Territoire de Vaucluse sont les suivants :

1. Centre Hospitalier du Pays d'Apt
2. Centre Hospitalier d'Avignon
3. Centre Hospitalier de Carpentras
4. Centre Hospitalier Intercommunal de Cavaillon-Lauris
5. Centre Hospitalier de Gordes
6. Centre Hospitalier de l'Isle-sur-la-Sorgue
7. Centre Hospitalier Spécialisé de Montfavet
8. Centre Hospitalier d'Orange
9. Centre Hospitalier de Sault
10. Centre Hospitalier de Vaison-la-Romaine
11. Centre Hospitalier de Valréas
12. EHPAD de Bollène « Les allées de Chabrières »
13. EPHAD « Jehan Rippert » de Saint-Saturnin-les-Apt

1.2 Intervenants et parties contractantes

L'**Acheteur** / le **Pouvoir Adjudicateur** est :

Le Directeur du Centre Hospitalier d'Avignon ou son représentant
305 rue Raoul Follereau
84902 AVIGNON CEDEX 9

L'**établissement bénéficiaire** du marché est le Centre Hospitalier d'Avignon

Il est cité dans les documents contractuels en tant que « l'établissement ».

Le **service acheteur** en charge du suivi général de l'exécution du marché :

Cellule TERRAH
CH d'Avignon
305 rue Raoul Follereau
84902 AVIGNON CEDEX 9

Le **Titulaire** au sens de l'article 2 du CCAG est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le Titulaire » ou « le prestataire ».

1.3 Sous-traitance

Le Titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de prestations du marché public dans les conditions fixées par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, des articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande Publique et de l'article 3.6 du CCAG.

Celui-ci peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu du Centre Hospitalier d'Avignon l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC, selon les modalités détaillées ci-après.

Lorsque le Titulaire souhaite sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché, celui-ci doit faire parvenir à la cellule des marchés du Centre Hospitalier d'Avignon (dont les coordonnées postales figurent en page de garde du présent CCAP) une déclaration de sous-traitance complétée et signée en original par le Titulaire et le sous-traitant.

Cette déclaration doit prendre la forme d'un formulaire DC4 ou équivalent, accessible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas d'erreur de destinataire ou de dossier incomplet (case non cochée, document non signé, documents relatifs au sous-traitant absents...), seule la date réelle de réception du dossier complet à la cellule des marchés est prise en compte.

Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du Titulaire (Article 39.1 du CCAG).

Article 2 *Objet du marché*

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent la prestation ci-dessous désignée :

Mission de coordination de sécurité et de protection de la santé dans le cadre :

- **de la construction d'un bâtiment d'hospitalisation, d'un centre d'hémodialyse et l'extension-restructuration des urgences adultes**
- **de la construction d'un bâtiment administratif**

Les dispositions techniques figurent au CCTP.

Article 3 *Décomposition, durée et forme du marché*

3.1 Décomposition en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

3.2 Durée et modalités de reconduction

L'accord-cadre est conclu pour une période **de 2 ans à compter de sa date de notification**.

3.3 Forme du marché

Le présent marché public est un accord-cadre, au sens de l'article L2125-1-1° du Code de la Commande Publique.

3.4 Caractéristiques de l'accord-cadre

3.4.1 Nombre de Titulaires

L'accord-cadre est mono-attributaire.

3.4.2 Limites contractuelles (minimum et maximum)

L'accord-cadre est conclu avec seulement un maximum en valeur, conformément au 2° de l'article R2162-4 du Code de la Commande Publique.

Le présent accord-cadre sera conclu avec un montant maximum de **160 000 € HT, sur toute la durée de l'accord-cadre.**

3.4.3 Modalités d'exécution de l'accord-cadre (marché subséquent)

L'accord-cadre donne lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R2162-7 à R2162-10 du Code de la Commande Publique.

Les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre. Ils ne peuvent entraîner des modifications substantielles des termes de l'accord-cadre.

3.4.3.1 Modalités de passation des marchés subséquents

Le **marché subséquent n° 1** a pour objet la mission CSPS dans le cadre de la construction d'un bâtiment d'hospitalisation, d'un centre d'hémodialyse et l'extension-restructuration des urgences adultes.

Le **marché subséquent n° 2** a pour objet la mission CSPS dans le cadre de la construction d'un bâtiment administratif.

3.4.3.2 Modalités de conclusion des marchés subséquents

Le marché subséquent n° 1 est conclu concomitamment à la sélection du Titulaire de l'accord-cadre.

Le marché subséquent n° 2 sera conclu ultérieurement de la manière suivante : par Ordre de Service.

Ils sont conclus à compter de la date de notification jusqu'à l'admission sans réserve des prestations.

Les marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre sont conclus pendant la durée de validité de l'accord-cadre et peuvent s'exécuter au-delà.

3.4.3.3 Forme et caractéristiques des marchés subséquents

Les marchés subséquents prennent la forme d'un marché "ordinaire" ou "simple", au sens de l'article L1111-1 du Code de la Commande Publique.

3.5 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Article 4 Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles, les documents contractuels dont seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives du Centre Hospitalier d'Avignon font foi, sont les suivants par ordre de priorité décroissante :

1. l'Acte d'Engagement et ses annexes financières :
 - annexe n° 1 « Décomposition financière des prestations forfaitaires du marché subséquent n° 1 »
 - annexe n° 2 « Décomposition financière des prestations forfaitaires du marché subséquent n° 2 »
2. le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe « Procédure dépôt chorus générale » ;
3. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dans la version résultant des dernières modifications et additifs éventuels, opérée lors de la négociation ;
4. le mémoire technique
5. l'offre établie par le Titulaire ;
6. le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021).

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation des pièces particulières au présent marché. Les dispositions contenues dans ces pièces particulières apportent des précisions, complètent et parfois dérogent au CCAG.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces contractuelles citées ci-dessus est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

Article 5 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont les suivants :

Marché subséquent n° 1 : 73 mois

Marché subséquent n° 2 : 26 mois

Article 6 Propriété intellectuelle

Il est fait application des articles 32 à 35 du CCAG.

Par dérogation à l'article 35.1.1 du CCAG, les résultats pourront également être utilisés pour d'autres besoins que ceux découlant de l'objet du présent marché.

Le prix du marché tient compte de la concession des droits d'exploitation sur les résultats.

Article 7 Conditions d'exécution des prestations

7.1 Obligation de discrétion et de confidentialité

L'exécution des tâches, notamment la recherche des éléments, doit avoir l'impact le plus limité possible sur l'activité quotidienne des services, avec déplacement sur site pour recueillir les documents, dans le respect de la plus stricte confidentialité.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG, le Titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu de l'établissement la communication de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielles ces informations.

Ces renseignements, documents ou objets quelconques ne peuvent, sans autorisation expresse de l'établissement, être communiqués à des tiers.

En cas de violation de cette obligation de confidentialité, une pénalité pourra être appliquée, conformément à l'article 17.217.2 du présent CCAP.

7.2 Mesures de sécurité

Conformément à l'article 5.3 du CCAG, lorsque la réalisation de la prestation nécessite une intervention ou un déplacement dans des secteurs sensibles ou protégés, le Titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont imposées par l'établissement.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnités.

En cas de violation de cette obligation de sécurité, une pénalité pourra être appliquée, conformément à l'article 17.2 du présent CCAP.

7.3 Composition de l'équipe

Au sein de l'équipe, un chef de projet doit être désigné. Sauf cas de force majeure, le Titulaire s'engage à maintenir en place le chef de projet pendant toute la durée du marché.

Si au cours de la durée du marché, l'un des membres de l'équipe présentée n'était plus en mesure d'assurer la prestation, le Titulaire est tenu d'avertir immédiatement le Centre Hospitalier d'Avignon.

Il est alors tenu de proposer un remplaçant de grade et de compétence équivalents ou supérieurs, et d'une expérience similaire, dans un délai de sept jours calendaires à compter de l'envoi de l'information (**par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG**). Le choix du remplaçant doit être soumis à l'approbation du Centre Hospitalier d'Avignon. Il transmet alors le curriculum vitae de ce remplaçant.

A défaut de désignation dans les délais impartis, ou si ce remplaçant est récusé par le Centre Hospitalier d'Avignon dans un délai de quinze jours calendaires (**par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG**) à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent, le marché peut être résilié dans les conditions prévues au CCAG.

En aucun cas, le remplacement de personnel du Titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution du marché et notamment du prix ou des délais d'exécution.

7.4 Demande de remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution, le Centre Hospitalier d'Avignon se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou de plusieurs intervenants. Le Titulaire doit alors proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaires. Il transmet le curriculum vitae de ce remplaçant.

Pour tout remplacement de personnel, le Titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant.

En cas de deux refus successifs par le Centre Hospitalier d'Avignon d'un remplaçant proposé par le Titulaire, le Centre Hospitalier d'Avignon se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG.

7.5 Le Titulaire est responsable des actes commis par ses intervenants

Toute infraction à l'obligation de discrétion et de confidentialité au cours de la mission est passible de la mise en jeu de la responsabilité du Titulaire et peut donner lieu à l'application des sanctions prévues au présent CCAP, et dans des cas aggravés, à des poursuites judiciaires.

7.6 Développement durable

7.6.1 Clause d'insertion sociale

Sans objet.

7.6.2 Clause environnementale

Sans objet.

Article 8 Opérations de vérifications

Les opérations de vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues au CCAG par l'établissement.

A l'issue de chaque marché subséquent, le Titulaire doit adresser les livrables à l'établissement tels que demandés au CCTP.

L'établissement et le Titulaire procèdent alors à une vérification contradictoire de la bonne exécution de la mission.

Cette vérification doit faire l'objet d'un procès-verbal d'admission permettant l'admission sans réserve des prestations. Le procès-verbal est signé par l'établissement et transmis au Titulaire.

Article 9 Admission du marché

A l'issue de la vérification positive pour chacun des marchés subséquents et sous réserve que tous les documents livrables aient été remis par le Titulaire, l'établissement prononce l'admission du marché subséquent concerné.

Conformément à l'article 29.1 du CCAG, l'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission.

La décision d'admission entraîne le versement du solde du marché subséquent concerné.

Article 10 Garantie technique

Sans objet.

Article 11 Prix

11.1 Contenu des prix

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. Ils incluent l'ensemble des actions nécessaires à la réalisation des prestations ; ils sont ainsi réputés comprendre tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché, notamment les frais liés à la tenue des réunions, à la reprographie des documents et de fourniture des supports papier ou électronique. Ils incluent en outre la rédaction des comptes-rendus des différentes réunions auxquelles le Titulaire participe et les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des intervenants.

Le marché est traité **à prix forfaitaires**, figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Le prix forfaitaire est établi sur la base de coûts journaliers par profil définis par le Titulaire dans son offre.

Le prix forfaitaire couvre la totalité des prestations à assurer pour mener la mission à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, et de délai de la mission que le Titulaire est réputé connaître.

Tous les montants non estimés dans l'offre financière sont considérés à la charge du Titulaire. Toute prestation supplémentaire hors cas prévus à l'article 23 du CCAG ne peut en aucun cas donner lieu à l'augmentation du prix forfaitaire.

Les prix des Marchés Subséquents sont conclus à prix fermes pour toute la durée du Marché Subséquent.

11.2 Modalités de variation des prix

Les prix initiaux sont **révisables** suivant les modalités suivantes :

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule suivante :

$$C_m = 0,15 + 0,85 \left(\frac{I_m - 3}{I_0 - 3} \right)$$

dans laquelle $I_0 - 3$ et $I_m - 3$ sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro moins 3 mois et au mois M correspondant au mois d'exécution des prestations moins 3 mois.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index **ING Ingénierie**. L'index ingénierie est publié au Bulletin Officiel du Ministère de l'Équipement (base 100 en 2010).

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG, pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

En cas de suppression de l'indice utilisé dans la formule, le Centre Hospitalier d'Avignon et le Titulaire s'entendent sur un indice de remplacement en s'appuyant sur les correspondances éventuelles ou indices similaires proposés par l'INSEE.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres initiales (« mois 0 »).

Article 12 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au Titulaire dans les conditions prévues au CCAG, sous réserve des dispositions du Code de la Commande Publique.

Même si le nombre de journées réellement effectuées est supérieur aux indications de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), le solde réglé à l'issue de chaque phase ne peut dépasser le montant forfaitaire de la prestation considérée, indiqué sur cette DPGF.

La décision d'admission finale entraîne le versement du solde du marché dans les conditions prévues à l'Article 9 du présent CCAP.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques.

Toutefois, dans le cas où le délai d'exécution est important, le titulaire pourra bénéficier d'acomptes dont la fréquence pourra être mensuelle, afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois conformément à l'article R2191-22 du code de la commande publique. Dans ce cas, l'état périodique, établi par le titulaire conformément aux stipulations qui suivent, comporte le compte rendu d'avancement de la phase en cours d'exécution à laquelle la demande d'acompte se rapporte, indique le pourcentage approximatif d'avancement de leur exécution. Ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant par application au montant de l'élément de mission auquel l'acompte se rapporte, ce dernier montant étant celui visé à l'article 12.1 ci-dessus.

Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies.

12.1 Etat périodique

L'état périodique, établi par le titulaire, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le titulaire du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

Pour la mission conception

Les prestations exécutées dans le cadre de cette mission seront réglées comme suit :

- à la remise par le titulaire des livrables inclus dans cette mission.

Pour la phase préparation de chantier

Les prestations exécutées dans le cadre de cette mission seront réglées comme suit :

- en fonction du nombre de mois prévu pour les études d'exécution dans le délai contractuel des marchés de travaux, par acomptes mensuels égaux dont le montant est égal au montant de la mission divisé par le nombre de mois ;
- au cas où le nombre de mois augmente, les acomptes des mois restant à régler seront égaux au montant restant dû au titre de la phase divisé par le nouveau nombre de mois restant.

Pour la mission chantier

Les prestations exécutées dans le cadre de cette mission seront réglées comme suit :

- en fonction du nombre de trimestres prévu dans le délai contractuel global des marchés de travaux, par acomptes mensuels ou trimestriels égaux dont le montant est égal au montant de la mission divisé par le nombre de mois ou de trimestres ;
- au cas où le nombre de trimestres augmente en cours de chantier, les acomptes des trimestres restant à régler seront égaux au montant restant dû au titre de la phase divisé par le nouveau nombre de trimestres restant.

Pour la mission réception

Les prestations exécutées dans le cadre de cette mission seront réglées comme suit :

- à la décision de réception par le maître d'ouvrage du DIUO réalisé par le CSPA : acompte unique.

Pour la mission garantie de parfait achèvement

Les prestations exécutées dans le cadre de cette mission seront réglées comme suit :

- en fonction du nombre de trimestres prévu dans le délai contractuel global de la mission de parfait achèvement, par acomptes mensuels ou trimestriels égaux dont le montant est égal au montant de la phase divisé par le nombre de mois ou de trimestres.

12.2 Projet de décompte périodique

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

La Procédure de dépôt des factures est jointe en annexe au présent document.

12.3 Décompte périodique

Pour l'application de l'article 11.6 du CCAG PI, le maître d'ouvrage établit le décompte périodique.

Les pièces justificatives transmises au comptable public reprendront (notamment) :

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées,
- Les pénalités appliquées.

12.4 Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au titulaire est déterminé par le maître de l'ouvrage.

Cet acompte reprendra, notamment :

- Les montants des décomptes périodiques en cours et précédent
- L'incidence de la T.V.A.
- Le montant total de l'acompte à verser.

Article 13 Paiement - établissement de la facture

13.1 Mode de règlement

Conformément à l'article R2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement ne peut excéder 50 jours.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

13.2 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au Titulaire et à ses co-traitants / sous-traitants éventuels.

13.3 Présentation et transmission des factures

Les factures sont transmises dans les conditions indiquées à l'Article 12 du présent document.

Les factures sont à transmettre par voie dématérialisée au moyen de la solution « Chorus Pro » via les procédures et informations décrites à l'annexe « Procédure dépôt chorus générale » au présent document.

Une facture transmise à tort sous format papier ou par courriel sera rejetée par le service chargé de la réception et du traitement des factures.

Le délai de paiement ne court qu'à compter de leur réception par la solution Chorus Pro et non à compter de la réception sous format papier ou par une solution de dématérialisation autre que la solution Chorus Pro.

Les coordonnées indiquées sur le Relevé d'Identité Bancaire (RIB) joint à l'acte d'engagement sont celles qui seront utilisées pour le règlement des factures.

Tout autre RIB joint à une facture ne peut être pris en considération que dans le cas où le Titulaire du marché a effectué une demande écrite de changement.

13.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu à l'article R2192-11 1° du Code de la Commande Publique donne droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, sans qu'il ait à le demander.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la Commande Publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 14 Avance

14.1 Montant de l'avance

Sauf renonciation expresse du Titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant initial du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'option B du CCAG (article B.11.1) prévoyant l'application du taux minimum de l'article R2191-7 du code de la commande publique est retenue.

Le taux de l'avance est fixé à **5%** dans le présent marché.

Le montant de l'avance est déterminé tel que suit :

- Si la durée du marché est inférieure ou égale à 12 mois
Montant de l'avance = 5% du Montant initial du marché TTC *
- Si la durée du marché est supérieure à 12 mois
Montant de l'avance = 5% du Montant initial du marché TTC * x 12
Durée du marché (en mois)

** Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct, conformément à l'article R2191-6 du code de la commande publique.*

Dans le cas d'un marché reconductible, une avance est versée au titulaire pour chaque reconduction, conformément à l'article R2191-15 du code de la commande publique.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance versée au Titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

14.2 Remboursement de l'avance

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article R2191-11 du Code de la Commande Publique. Ainsi, quand l'exécution des prestations atteint 65 % du montant TTC du marché, le remboursement s'impute sur les sommes dues au Titulaire.

Par ailleurs, quand l'exécution des prestations atteint 80 % du montant TTC du marché, le remboursement doit être terminé.

Article 15 Obligations du Titulaire

15.1 Respect des obligations en matière de travail

Le Titulaire se doit de respecter les obligations en matière de travail non dissimulé et de travail des salariés étrangers citées ci-après :

- Non dissimulation d'activité : article L.8221-3 du code du travail
- Non dissimulation d'emploi salarié : articles L.8221-5 du code du travail, L.1221-10 (déclaration préalable d'embauche des salariés) et L.3243-2 (obligation de délivrance d'un bulletin de paie)
- Pour le cocontractant établi en France : article D.8222-5 du code du travail
- Pour le cocontractant établi à l'étranger : article D.8222-7 du code du travail
- Emploi d'étrangers non autorisés à travailler : articles L.8251-1, D.8254-2 et D.8254-4 du code du travail

A cet effet, le Titulaire doit remettre périodiquement les documents suivants :

- Attestation(s) fiscale(s)
- Attestation(s) sociale(s) (type URSSAF ...)
- En cas de recours à des travailleurs étrangers, liste nominative des salariés étrangers

Le Titulaire est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

15.2 Assurance

Le Titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et / ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le Centre Hospitalier d'Avignon en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

15.3 Protection des données à caractère personnel

L'article 5.2 du CCAG s'applique.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures au titre du règlement général sur la protection des données (2016/679 du 27 avril 2016) RGPD.

Le Titulaire est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du marché.

Le Titulaire s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du marché
2. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché
3. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché (co-traitants / sous-traitants) :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

Tout manquement est susceptible d'entraîner la résiliation du marché, sans indemnité.

Article 16 Exécution par défaut

Il peut être fait application de l'article 27 du CCAG qui prévoit de faire procéder par un tiers à l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.

Dans ce cas, l'établissement se réserve le droit de passer commande auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au Titulaire défaillant.

Par dérogation à cet article du CCAG, l'établissement se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire à trois reprises, sans résiliation du présent marché. Au-delà, le Centre Hospitalier d'Avignon peut résilier le marché en application de l'article 27 du CCAG.

Article 17 Pénalités

Les pénalités dues par le Titulaire, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels définis dans l'article 3 du CCTP, les prestations du Titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences du marché, quelle qu'en soit l'origine ou la nature.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le Titulaire est redevable des pénalités quel qu'en soit le montant.

Les pénalités sont cumulatives entre elles.

17.1 Pénalités de retard

En cas de retard du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'établissement se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités, après avoir invité celui-ci à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total HT du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

17.1.1 Pénalités de retard dans les interventions et délais d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, lorsque les différents délais contractuels d'exécution (spécifiés dans le calendrier du Titulaire) sont dépassés par le fait du Titulaire, celui-ci encourt une pénalité de 5% d'une journée de prestation de l'intervenant le plus qualifié, par jour calendaire de retard par rapport au planning établi sur chaque mission.

Cette pénalité est imputée au titulaire, sous forme d'avoir, sur la facture suivante.

17.1.2 Pénalités de retard dans la remise des documents

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, lorsque le délai de remise des livrables est dépassé, le Titulaire encourt une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités

V = montant de la phase hors taxe, base de calcul des pénalités

R = nombre de jours de retard

Cette pénalité est imputée au titulaire, sous forme d'avoir, sur la facture suivante.

17.1.3 Pénalités pour absence aux réunions de chantier

En cas d'absence à des réunions de chantier, une retenue égale à **150 euros** par absence sera appliquée.

17.2 Pénalités pour violation des obligations de confidentialité et de sécurité

Conformément à l'article 14.2 du CCAG, une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public sera exigible en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel.

Cette pénalité sera appliquée à la date de constatation du fait générateur.

Article 18 Modifications en cours d'exécution du marché et marché de prestations similaires

En application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché comporte des modifications « clauses de réexamen ».

18.1 Changement de Titulaire

En vertu de ce même article R2194-1, le marché peut faire l'objet d'une modification du Titulaire au motif d'une cession d'activité, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées lors de la procédure de passation du marché public initial.

Dans cette hypothèse ainsi qu'en cas de cession à la suite d'une opération de restructuration du Titulaire initial (article R2194-6 2°), celui-ci s'engage à informer le Centre Hospitalier d'Avignon de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire...

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le Centre Hospitalier d'Avignon ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

La cession ne saurait être assortie d'une remise en cause par le nouveau Titulaire des éléments essentiels du marché, tels que la durée, la nature des prestations et leur prix.

Ce type de modification prendra la forme d'un avenant signé des parties.

18.2 Evolution de la réglementation

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour de sa notification.

Le Centre Hospitalier d'Avignon peut négocier de bonne foi une modification de type avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique.

18.3 Marché de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés de prestations similaires peuvent être conclus ultérieurement avec le Titulaire.

L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

Article 19 Résiliation

19.1 Motifs de résiliation

19.1.1 Résiliation à l'initiative du Centre Hospitalier d'Avignon

Le Centre Hospitalier d'Avignon peut mettre fin à l'exécution du marché à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 36 à 42 du CCAG.

La résiliation est prononcée aux torts du Titulaire :

- dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG (résiliation pour faute du Titulaire),
- en cas de refus de produire les pièces indiquées à l'article 15.1 du présent CCAP,
- en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à 2141-6 du Code de la Commande Publique.

Le marché peut également être résilié dans les cas et formes prévus aux Article 16 (exécution par défaut), 1.3 (sous-traitance occulte) et 15.3 (RGPD) du présent CCAP.

19.1.2 Résiliation à l'initiative du Titulaire

En dehors des cas prévus au CCAG, **et par dérogation à l'article 38.1 du CCAG**, si le Titulaire souhaite que le marché soit résilié, il doit en faire la demande par lettre recommandée avec avis de réception au Centre Hospitalier d'Avignon, en indiquant les motifs de sa requête.

Le Centre Hospitalier d'Avignon dispose de 4 mois à compter de la date de réception de cette demande pour se prononcer sur la résiliation.

Si les motifs lui apparaissent justifiés, une résiliation amiable peut être prononcée.

Dans le cas contraire, le Centre Hospitalier d'Avignon est susceptible de prononcer la résiliation du marché pour faute du Titulaire, assortie d'une indemnité de résiliation de 7 000 €.

19.2 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée dans les cas indiqués à l'article précédent, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués à l'article 36 du CCAG, n'ouvrent pas droit à indemnité.

Aucune indemnité n'est due lorsque la résiliation est suivie par l'attribution, par le Centre Hospitalier d'Avignon, d'un nouveau marché ayant le même objet au Titulaire.

Conformément à l'article 40 du CCAG, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation obtenue en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

Article 20 Événement imprévisible survenu en cours d'exécution

20.1 Obligation d'information

En cas d'événement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le Titulaire doit informer le Centre Hospitalier d'Avignon dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le Titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'événement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

20.2 Modalité de poursuite du marché

Le Titulaire et le Centre Hospitalier d'Avignon peuvent convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution du marché strictement nécessaires pour faire face à l'événement imprévisible.

20.3 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché

Le Titulaire du marché peut formuler une demande d'indemnisation s'il produit des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché du fait de la poursuite d'exécution des prestations dans les conditions de l'offre initiale.

A ce titre, il doit notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'événement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'événement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte à l'établissement.

Le Centre Hospitalier d'Avignon doit analyser le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation peut prendre la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié, et en tout état de cause sans que la période de modification des prix ne puisse excéder 3 mois.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause, et même en cas d'événement relevant de la force majeure :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le Centre Hospitalier d'Avignon,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner l'établissement au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

Article 21 Dispositions applicables en cas de Titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) reste inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 22 Attribution de compétence

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Nîmes.

Article 23 Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG par l'Article 4 du CCAP
- Dérogation à l'article 35.1.1 du CCAG par l'Article 6 du CCAP
- Dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG par l'Article 7.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 10.2.3 par l'Article 11.2 du CCAP
- Dérogation à l'article 27 du CCAG par l'Article Article 16 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG par l'Article 17 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG par l'Article 17.1 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG par l'Article 17.1.1 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG par l'Article 17.1.2 du CCAP
- Dérogation à l'article 38.1 du CCAG par l'Article 19.1.2 du CCAP